

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- David Bodet militant LCR
- Cyril Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant socialiste progressiste
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant syndical
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Gérard Morlier, militant associatif
- Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

N° 93 avril 1998
6è année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

BILAN... ET PERSPECTIVES...

par Amaury Couderc

Tirer ensemble le bilan d'une bataille politique, surtout lorsque l'on fait un score électoral de 1,3%, est toujours un acte difficile, mais **il faut avoir le courage de le faire**, parce que ce bilan tiré ensemble doit nous permettre d'analyser les raisons d'un score aussi bas, mais aussi poser les jalons d'une nécessaire **recomposition à gauche pour faire une politique de gauche**.

Nous avons raison sur un point au moins, le choix politique de la direction du PC de soutenir sans faille et sans état d'âme la politique gouvernementale a libéré à gauche un espace politique, mais aussi un espace électoral. Ce que nous avons mal évalué, ce sont les rythmes et notre capacité à occuper cet espace. Lutte Ouvrière bénéficiant à la fois d'une antériorité et d'un appui médiatique, qui nous a complètement fait défaut, a profité électoralement de cette situation nouvelle.

A cela, plusieurs raisons :

Sommaire

Amaury Couderc : Bilan... et perspectives...
pages 1 et 2

Robert Duguet : Maréchal, nous voilà ? pages
2 et 3

Philippe Nekrouf : Il faut dissoudre le Front
National ! pages 3 et 4

Michel Galin : À quoi sert le Front National ?
page 4

Bernard Fischer : Quatre hypothèses... page 5

Collectif des sans-papiers de l'Essonne et
Collectif 91 de soutien aux sans-papiers :
Droit d'asile pour tous les sans-papiers; Les
sans-papiers sont aux abois ! page 5

Cet AMI qui vous veut du mal ! page 6

Eliane Biedermann : Ballade des sans-papiers
page 6

Divers : page 6

Le manque de cohérence et de centralisation dans la présentation des 24 listes (le quart des départements) construites sur le même modèle que la notre, et ayant des objectifs et un contenu politique quasiment identique.

La diversité des sigles et dénominations n'a pas permis de visibilité globale et nationale de notre démarche. De ce fait, mais aussi pour des raisons politiques évidentes, la grande presse, la télé, les journaux départementaux, les médias, **ne nous ont fait aucune place** (voir réponse du CSA). On peut également noter l'absence d'un meeting centralisé, au moins sur le plan régional, qui aurait pu donner un peu plus de cohérence à notre démarche.

Sur le plan départemental, nous n'avons pas été capables, en raison de la diversité des composantes, d'établir un lien direct, visible, identifiable, entre nos candidats aux élections cantonales et la liste des régionales...

Un sigle identique aurait certainement crédibilisé les uns et les autres... Nous n'avons pas réussi non plus à sortir du piège dans lequel nous ont enfermé les médias en nous cataloguant d'emblée et sans appel "extrême gauche" alors que notre liste était manifestement la résultante de plusieurs composantes, réalité que les médias ont soigneusement éludée. Cela ne nous a pas permis de mordre sur les électeurs moins radicaux mais mécontents de la politique de la gauche plurielle; ces électeurs se sont réfugiés dans l'abstention.

On peut signaler également à titre secondaire, la très mauvaise qualité du matériel de campagne.

Le fait que nous ayons été les seuls à ne pas personnaliser cette campagne en rendait l'identification très difficile. L'absence des sigles des .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Imprimé par nos soins

BILAN... ET PERSPECTIVES...

suite

organisations : LCR, CAP, AREV, EGAL sur le bulletin de vote rendait celui-ci peu repérable.

Cela dit, l'ensemble des listes en région parisienne, dont le contenu politique était identique à la notre, coïncées entre le vote dit "utile", gauche plurielle et LO ont fait des scores voisins du notre (1,2% à Paris). Il n'y a pas eu de spécificité essonnienne.

Dans ce bilan, il y a tout de même des aspects extrêmement positifs :

- tout d'abord, notre capacité à présenter une liste en commun et à la financer,
- la rédaction d'une plate-forme politique commune véritablement à gauche, somme toute sans trop de difficultés,
- une analyse correcte de la situation, même si nous n'avons pas su ou pas pu, pour différentes raisons en bénéficier,
- un meeting à Evry avec Alain Krivine et des acteurs du mouvement social, extrêmement positif et dynamique,
- l'aide apportée tout au long de notre campagne par différents acteurs du mouvement social, l'aide de militants du PC (sans toutefois remettre en cause leur appartenance au PC), ce qui est positif et peut laisser espérer une évolution au sein même de cette organisation, l'aide de militants du MDC en rupture avec la politique de la gauche dite "plurielle". En fait, la concrétisation du malaise qui traverse toutes les organisations de la gauche plurielle inféodée au PS et sa politique libérale.

Ce bilan devrait nous amener à la conclusion que la marche sera longue et difficile, qu'il faudra construire nationalement une alternative à la politique du PS, sans fermer aucune porte, ni du côté du PC, ni du côté de LO.

La construction d'une gauche radicale obligeant les socialistes à revenir à une véritable politique antilibérale et anticapitaliste est toujours et de plus en plus à l'ordre du jour.. Le fait que le mécontentement latent, grèves à répétition, mécontentement des chômeurs, des enseignants, etc, ne se soit pas traduit systématiquement par un vote de défiance vis à vis de la gauche plurielle, mais se soit plutôt réfugié dans l'abstention, prouve simplement que la situation est encore figée et que la décomposition de la gauche n'est pas arrivée à son terme.

Si notre analyse reste correcte, la mise en oeuvre de l'Europe d'Amsterdam et celle de l'AMI (revue et corrigée après avoir déplacé quelques virgules pour justifier son adoption) ne permettra aucune avancée sociale et le mécontentement ira grandissant. Notre capacité à capter ce mécontentement et à l'organiser politiquement dépendra de notre capacité à privilégier nos convergences et non exacerber nos différences.

Il convient aujourd'hui de donner une suite à cette expérience commune et à l'étendre mais à lui donner aussi une cohérence nationale.

Il serait dommage que le potentiel de volonté de lutter ensemble mis en oeuvre au cours de cette campagne ne soit préservé et étendu non seulement dans les échéances électorales futures, mais aussi et surtout dans les luttes à mener sur le terrain dans le cadre de la définition d'une autre politique. □

MARÉCHAL, NOUS VOILÀ ?

par Robert Duguet

Le soir des résultats des élections régionales en Essonne, dans les salons préfectoraux de la République, il y avait vraiment quelque chose de profondément étouffant dans l'air : monsieur Dassault, patron, par ailleurs connu pour ses appartenances humanistes, négociait avec le responsable départemental du FN, le sieur Rostolan, l'avenir du Canton de Corbeil. Anticommunisme oblige ! Que ce genre de scénario puisse avoir lieu aujourd'hui fait quelque part froid dans le dos... mais interrogeons-nous sur les causes.

Durant deux décennies, la « géniale stratégie » inaugurée par François Mitterrand s'est appliquée : alors que le PS après 1983 n'avait plus les moyens de garder la majorité politique sur la base d'une politique de capitulation devant le libéralisme, il fallait trouver un subterfuge. Une

AYONS CONFIANCE EN LA JUSTICE DE NOTRE PAYS...



des caractéristiques du gaullisme dans ce pays avait été, après la Libération, puis au moment de l'affaire des ultras d'Algérie, de nettoyer les écuries d'Augias de la vie politique ; le fascisme avait été réduit à l'existence de courants factieux en marge de la démocratie. Depuis 1984 la montée du FN, confortée par la désespérance au sein du peuple de gauche, et entretenue par les responsables socialistes de l'Etat pour diviser la droite républicaine, s'est trouvée confirmée d'élection en élection. Pas de quoi pavoiser. Nous sommes aujourd'hui en face d'un vrai problème : si nous examinons les résultats des élections cantonales à Vigneux, à Corbeil, à Epinay sous Sénart, à Grigny, c'est-à-dire dans les cités ouvrières les plus touchées par le chômage, le FN se promène allègrement à 20, voire 23% dans certains bureaux de vote. Par ailleurs les élus de droite, particulièrement les ultra-libéraux de l'UDF, n'ont eu aucun état d'âme pour passer accord avec le FN. Entre le ralliement d'une fraction déclassée .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom _____ Adresse n° _____ rue

Prénom _____ Ville _____

Je verse la somme de: 100 fr autre

Code postal _____

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

MARÉCHAL, NOUS VOILÀ ?

suite

du salariat et le mouvement des élus libéraux de droite, nous retrouvons très exactement les ingrédients qui conduisent à la construction d'un parti fasciste.

Le mouvement de décomposition à droite est en train de se développer : si le fait d'aboutir à l'explosion de la droite républicaine a pour résultat la construction d'un parti fasciste, les stratégies géniaux de la rue de Solferino ne pourront guère en tirer vanité devant l'histoire... Cela ne fait pas partie de nos acquis. Du côté du FN les choses vivent leur propre vie, et aujourd'hui le filin échappe aux apprentis sorciers : la ligne Le Pen correspondait à cette volonté troublante de diviser la droite, sans aller au-delà. La ligne Mégret inaugure une autre période : celle où le Front commence à se pencher sérieusement sur la question de la construction dans les entreprises d'organisations corporatistes ; car il n'y a pas de parti fasciste sans organes qui permettent de combattre concrètement le mouvement social. Celle aussi où le Front mène une politique de rassemblement de son propre camp, en utilisant les contradictions de la droite républicaine et de la gauche ; c'est très exactement ce qu'a fait Mégret dans l'affaire de la désignation des présidents de région.

Cette situation va aussi avoir des conséquences à gauche : il n'est pas sûr que le conglomerat politique issu de juin 1997 pourra continuer à vivre. Face à une utilisation stratégiquement intelligente de l'explosion de la droite par le FN, il est évident que se profile à la direction du PS, chez JP Chevènement et dans les secteurs issus du gaullisme historique une ébauche de ligne politique, le front républicain. Avec toute la grossièreté qui le caractérise, Allègre a donné le ton lors d'une réunion de SOS-Racisme. Le ministre de l'Éducation Nationale est parti dans une violente diatribe contre le fascisme, pour ajouter aussitôt, à l'encontre des professeurs et des élèves de Seine Saint Denis en lutte pour la défense de l'enseignement public dans ce département, que l'irresponsabilité de leurs revendications conduisait au renforcement du FN. En 1945 Maurice Thorez disait que la grève était l'arme des trusts, aujourd'hui les légitimes revendications préparent le renforcement du FN. C'est certainement sur cette orientation que le PS s'adaptera à la situation politique nouvelle.

De nouvelles fractures vont donc apparaître à gauche... Il faudra y être très attentif. Le FN, du moins la direction Mégret sait mettre en place, avec un certain succès, une politique de « front unique » à droite. Le gaullisme, tel qu'il avait surgi de la résistance au fascisme hitlérien et aux ultras d'Algérie, avec donc son caractère réellement populaire et antifasciste, est en train de disparaître. La classe dominante cherche un nouveau Bonaparte. Nous sommes dans la zone des turbulences. Il faut donc aussi une politique de « front unique » à gauche : on ne vaincra pas la dérive actuelle avec un front républicain. Il faut une force politique nouvelle, démocratique, antilibérale qui s'appuie résolument sur les aspirations et les combats du mouvement social. C'est une voie difficile, mais le report de 7% de l'électorat sur les candidats dits d'extrême gauche est un signe sérieux, mais nous n'en ferons pas l'économie. □

IL FAUT DISSOUDRE LE FRONT NATIONAL !

par Philippe Nekrouf

Après le succès des manifestations contre le fascisme appelées à l'initiative du Comité national de vigilance contre l'extrême-droite et d'un grand nombre d'associations, syndicats et partis de gauche et de progrès, il est un mot d'ordre qui doit désormais s'imposer dans tous les esprits citoyens...

En effet, suite aux interventions télévisées du chef du gouvernement puis du chef de l'État, qualifiant le parti de Le Pen de raciste et xénophobe, la nécessité de la dissolution institutionnelle du FN redevient une évidence !

Bien sûr, on pourra toujours regretter que cela n'ait pas été fait plus tôt. Volonté de ne pas faire de Le Pen un martyr ou manque de courage politique, aspiration à se battre prioritairement contre les causes du mal ou souhait de minimiser la publicité faite autour de l'extrême-droite, respect scrupuleux des libertés démocratiques ou bas calculs



tactiques, les raisons ne manquaient pas à l'époque pour éluder la question "Faut-il interdire le Front National ?".

Mais, même à 15%, il n'est pas trop tard pour éliminer institutionnellement un parti, dénoncé pour la première fois désormais (publiquement et pour l'Histoire) par le sommet de l'État, comme violant un des fondements de la Constitution...

Si cette dissolution ne devait pas intervenir, comment pourrait-on expliquer à l'avenir la Constitution de la République basée sur les droits de l'Homme et du Citoyen et la persistance paradoxale de l'existence d'un parti fasciste, raciste, antirépublicain et antidémocratique ?

Une fois dissous, le FN, doté d'un appareil politique et structurel non négligeable, va naturellement chercher à se recréer... Il faudra donc veiller à ce que toute démarche de reconstitution du FN soit combattue pénalement !

Une partie de la droite, politiquement et électoralement tentée de récupérer les 15% d'électeurs FN, va sans doute accélérer sa décomposition. Il est vraisemblable qu'une partie des .../...

IL FAUT DISSOUDRE LE FRONT NATIONAL !

suite

élus FN chercheront à se regrouper avec des élus de droite nationaliste pour sauver leurs prérogatives

Le noyau FN pur et dur cherchera probablement à radicaliser son opposition avec violence en tentant de s'appuyer sur tous les secteurs socio-économiques infiltrés. Il y aura donc peut-être du tangage social mais qui devra être combattu par une mobilisation massive de l'ensemble de la gauche et des citoyens attachés au progrès social... mobilisation sur laquelle pourra s'appuyer le gouvernement de la gauche plurielle.

Je doute que le FN parvienne à engager significativement son électorat (resté stable en nombre de voix et plus râleur que rebelle) pour faire la révolution nationale dont il rêve. Il sera défait ou à tout le moins fortement mis à mal par une dissolution.

Bien entendu ces dispositions ne seront efficaces qu'à la condition de combattre conjointement les idées véhiculées par le fascisme... d'autant que celles-ci perdureront au sein d'une partie de la droite recomposée !

Ce combat, c'est évidemment celui d'une lutte enfin efficace contre la crise sociale engendrée par le chômage. Une lutte pour la justice sociale et contre le libéralisme qui doit être désormais menée par le gouvernement de la gauche plurielle. Une lutte pour la hausse des minima sociaux et contre les critères de convergence ou le traité d'Amsterdam préparant l'austérité de demain face à l'arrivée de l'Euro. Une lutte pour l'intégration et contre la logique répressive à l'égard des migrants, accreditant la thèse selon laquelle il y aurait trop d'immigrés en France.

Le taux d'abstention élevé aux élections régionales et cantonales en dit long sur la désespérance sociale et les attentes des citoyens avec ou sans-travail, avec ou sans-logis, avec ou sans-papiers.

La gauche plurielle, victorieuse par défaut face à une droite en morceaux, ne doit pas l'oublier.

La gauche au gouvernement, quant à elle, a les moyens et la responsabilité historique de prendre enfin l'initiative, sans équivoque et sans hésitation, de dissoudre dès maintenant le Front National ! □

4

À QUOI SERT LE FRONT NATIONAL ?

par Michel Galin

Incontestablement, il s'agit d'un parti fasciste, raciste et xénophobe. Mais sommes-nous dans une situation identique à celle des années 30 ? La bourgeoisie a-t-elle besoin du fascisme pour maintenir son pouvoir ? C'est aussi en ces termes, certes peut-être archaïques, qu'il faut poser le débat. Le chômage de masse, la paupérisation de fractions importantes de la population, la crise sociale sont des éléments qui alimentent la comparaison avec les années 30. Mais rappelons-nous qu'à l'époque, le mouvement ouvrier vivait sur les suites de la révolution d'Octobre 17 qui avait engendré des crises révolutionnaires en Europe et dans le monde (Allemagne, Hongrie, France, Espagne, Chine...). Les possédants préféraient « Hitler plutôt que le Front Populaire ». Sommes-nous dans la même situation ? Alors qu'à l'époque le fascisme se développait à l'échelle internationale, il n'en est rien aujourd'hui et reste essentiellement une spécificité Française.

Est-ce à dire qu'il n'y aurait pas danger ? Si ! il existe, il doit être combattu, mais pas n'importe comment.

Le front National prospère sur la crise sociale : chômage, cités ghettos, avenir bouché pour les jeunes... Et aucune autre force politique ne semble vouloir changer cela et ne l'a fait en réalité sur les différentes alternances récentes. Comment s'étonner alors de la très forte abstention dans les quartiers populaires et du fort vote FN ?

La « seule politique économique possible » est celle dont ont besoin le capital financier et la fraction principale de la bourgeoisie. Réduction des déficits publics, baisse du coût du travail en sont les éléments principaux. Et finalement, sur le plan politique, le PS maintenant de la plus apte que la droite politique : signature du annualisation et travail, privatisations, l'Education Nationale RAG), créations de Le dispositif politique deux aspects. Le celui d'une



seul, puis entouré Gauche plurielle semble classique à imposer ce pacte de stabilité, flexibilité du temps de démantèlement de (article dans prochain fonds de pensions... qui en découle présente premier, déjà visible, est américanisation de la vie politique avec de moins en moins d'électeurs et le rôle de plus en plus grand de l'image dans les campagnes électorales. Le deuxième pointe le bout de son nez. Quand Claude Allègre dit que le mouvement des enseignants de Seine Saint Denis fait le jeu du Front National, quand Jacques Guyard explique le fort score du FN à Evry par l'occupation de la cathédrale d'Evry par les sans-papiers, il s'agit d'utiliser le FN contre les mouvements sociaux. Le PS est ainsi proclamé par eux, le seul rempart contre l'extrême droite ; qui osera contester tel aspect de la politique gouvernementale sera dénoncé comme faisant le lit du fascisme. Le rêve non dit n'est-il pas d'organiser la vie politique entre un centre Gauche, éventuellement élargi en front Republicain d'une part et une droite dure polarisée par l'extrême droite d'autre part. Ainsi, avec un PS au pouvoir pour 20 ans, la bourgeoisie a son dispositif stable pour faire passer ses projets, du moins sur le papier car on a déjà vu de beaux édifices s'écrouler.

Il n'est cependant pas écrit que la mondialisation libérale va pouvoir continuer à déferler sans réactions ; et c'est à cette étape là que peut servir l'extrême droite en jouant son rôle classique pour briser le mouvement du salariat. L'utilisation de l'extrême droite n'est pas seulement honteuse, elle est dangereuse.

Il faut refuser de se laisser enfermer dans le dilemme luttes sociales, ou luttes contre l'extrême droite. L'un et l'autre sont liés ; d'ailleurs tant pendant l'hiver 95, que pendant la lutte des chômeurs le Front National s'est retrouvé sur la défensive.

La lutte contre les projets libéraux et celles contre le front national vont de paire.

□

QUATRE HYPOTHÈSES...

par Bernard Fischer

Le 15 mars 1998, c'était donc les élections régionales et le premier tour des élections cantonales partielles. L'élection des présidents des conseils régionaux le 20 mars et le deuxième tour des élections cantonales partielles le 22 mars confirmeront certainement les résultats des élections du 15 mars.

D'une manière générale, les résultats des élections du 15 mars sont inquiétants du point de vue de la santé politique, économique et sociale de ce pays.

Nous distinguerons quatre phénomènes majeurs : l'abstention massive, la nouvelle montée du Front National, l'effondrement de la droite parlementaire et la montée de l'extrême gauche.

Il y a plus de 40% d'abstentions aux élections régionales, soit 10% d'abstentions supplémentaires par rapport aux précédentes élections régionales où le taux d'abstention était déjà supérieur à la moyenne

Le phénomène majeur des résultats des élections du 15 mars est l'effondrement de la droite parlementaire au profit du FN. Le FN est encore un peu plus au centre de la vie politique française. Nous l'écrivions précédemment, la présentation des listes uniques de la gauche plurielle provoquerait forcément la multiplication des triangulaires entre la gauche plurielle, la droite parlementaire et le FN, soit des alliances entre la gauche et la droite contre le FN, soit des alliances entre la droite et le FN contre la gauche. Le but est atteint au delà de toute espérance. Mitterrand est mort, mais Jospin continue la politique de Mitterrand après la mort de Mitterrand, la politique du pire.

La nouvelle politique de la nouvelle direction du PCF est malheureusement conforme à la stratégie politique et gouvernementale du PCF depuis des dizaines d'années. Depuis sa naissance, le PCF oscille en permanence entre gauchisme et opportunisme, entre politique de division à la base et politique d'unité au sommet. Depuis la constitution du gouvernement Jospin, nous sommes à nouveau dans une phase opportuniste. Aucun ministre communiste ne modifiait jamais la politique d'aucun gouvernement dans aucun sens. Le PCF reste et restera toujours prisonnier de la fausse alternative entre une politique protestataire et une politique de pot de fleur gouvernementale, entre une politique de combat sans union et une politique d'union sans combat. Chaque tournant approfondit sa crise et les crises de demain seront sans commune mesure par rapport aux crises d'hier et d'aujourd'hui, depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et la dissolution de l'union soviétique en 1991. Ou bien le PCF quittera le gouvernement dans des délais brefs, ou bien le PCF reflétera encore plus en son sein et au plus haut niveau de son appareil toute la palette des couleurs de l'arc-en-ciel de la vie politique française, ou bien le dernier carré du PCF finira à l'emplacement exact de la maternité d'où naissait le monstre en 1921, dans un congrès de Tours à l'envers. Il s'agit de trois hypothèses alternatives et nous n'excluons pas l'hypothèse catastrophe de la réalisation successive l'une après l'autre des trois termes de l'alternative.

Dans les résultats des élections du 15 mars, nous noterons également les résultats de l'extrême gauche. Il s'agit en fait de Lutte Ouvrière.

Immigration, chômage, 35 heures, Europe, corruption, les résultats des élections du 15 mars ne résolvent bien évidemment rien. Après les élections, on disait dans le temps la lutte des classes, je dirai tout simplement aujourd'hui la vie continue. □

Collectif des sans-papiers de l'Essonne et Collectif 91 de soutien aux sans-papiers

Droit d'asile pour tous les sans-papiers Les sans-papiers sont aux abois !

La circulaire de régularisation du 24 juin 1997 arrive à son terme. Une majorité des sans-papiers, souvent fortement intégrés socialement et professionnellement, est massivement rejetée et condamnée à l'expulsion. Cette expulsion met certains déboutés du droit d'asile en danger de mort, elle désinsère les autres. Pour les dizaines de milliers de personnes qui ont déposé en toute confiance leur demande de régularisation, les portes se ferment.

Après des mois de galère et d'attente d'une orientation nouvelle impulsée par la majorité issue du scrutin de 1997, les sans-papiers sont confrontés à une situation de boucs émissaires.

Les lois Chevènement sont votées. Elles reprennent largement la logique policière des lois Pasqua-Debré, en aggravant même certaines dispositions. Elles manifestent une volonté d'isoler les sans-papiers, les jettent dans une impasse et fabriquent de nouveaux clandestins. Elles se donnent aussi les moyens de poursuivre les collectifs, associations et personnes qui les soutiennent.

UNE PÉTITION POUR
RÉGULARISER TOUS
LES SANS-PAPIERS



La chasse aux sans-papiers contribue à accréditer les thèses racistes et favorisent leur développement.

Les sans-papiers ont décidé d'engager l'action, ultime moyen de faire entendre leur voix : avec leurs soutiens, ils appellent les militants associatifs, politiques, syndicaux, les démocrates, la population toute entière, à se solidariser avec eux.

Il existait autrefois un droit sacré, dit droit d'asile, qu'on refuse aujourd'hui aux sans-papiers. Les sans-papiers, par leur présence à la Cathédrale d'Evry, dans le respect du lieu du culte, réclament leurs droits.

Ils demandent :

- L'arrêt des expulsions et le retour des expulsés,
- La libération des détenus pour simple défaut de papiers et l'abolition de la double peine,
- La régularisation de tous les sans-papiers.

Chers camarades,

Malgré l'apparent recul de Strauss-Kahn, en période électorale, sur l'AMI : nous pensons qu'une riposte s'impose; en interpellant ouvertement le gouvernement et en s'adressant aux travailleurs sur le sens profond de l'AMI. Pour nous cette riposte, sous forme de "Lettre ouverte au gouvernement" doit être le plus largement possible partagée.

Nous vous proposons de vous associer au texte suivant qui a déjà reçu l'accord de 145 militants communistes.

Emile Favrol

Lettre ouverte au gouvernement

CET AMI QUI VOUS VEUT DU MAL !

Depuis deux ans, dans le plus grand secret les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), dont la France, l'ancien et le nouveau gouvernement, négociaient l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI). En quelques jours le secret est tombé. A sa lecture, le sens profond de l'AMI apparaît clairement. C'est un véritable "manifeste" du capital.

La logique de cet accord est fort simple : les capitalistes internationaux appelés aussi les investisseurs décrètent avoir des droits imprescriptibles. Les travailleurs, les peuples, les nations, n'ont eux que des obligations, des servitudes et deviennent de véritables sujets bons à subir le talon de fer des premiers. L'AMI décrète brutalement que le rôle des Etats est de servir exclusivement le capital qui aurait décidé de s'investir dans tel ou tel pays. C'est ce que résume la formule du directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : l'AMI n'est pas autre chose que "la constitution d'une économie mondiale unifiée".

En Europe, l'AMI vient parachevé l'édifice antisocial, antidémocratique et antinational des traités de Maastricht-Amsterdam.

L'AMI constitue une véritable "assurance-vie, tous risques" en faveur du capital financier. Il exige que les Etats signataires, qui souhaitent que les capitaux s'investissent chez eux, s'engagent à garantir et à protéger les investissements au moins pendant 20 ans. Ces Etats devront, également, adapter leur législation économique, sociale et écologique en conséquence. L'AMI exige des Etats une garantie totale y compris : "en raison d'une guerre ou d'un autre conflit armé, d'un état d'urgence, d'une révolution, d'une insurrection, de troubles civils ou d'autres événements similaires" (Titre IV, paragraphe 3).

Ce projet est inacceptable tel quel. Il le serait sous toute autre forme, même en cas d'une reconnaissance d'une exception culturelle ou d'introduction d'une clause sociale fut-elle contraignante pour le capital.

Le gouvernement français, qui négocie en secret depuis des mois, doit se retirer immédiatement de ces tractations antidémocratiques sur l'AMI. Chaque membre du gouvernement est placé devant ses responsabilités.

Nous dénonçons la pratique de la diplomatie secrète !

Nous nous opposons à toute tentative de colonisation de la législation sociale par les multinationales ! Nous refusons de devenir les sujets taillables et corvéables à la merci d'une oligarchie absolue de droit financier !

Nous affirmons que le droit de vivre est au-dessus du droit des marchés financiers! □

Suite à un courrier d'Amaury Couderc au Conseil supérieur de l'audiovisuel, la réponse vaut d'être citée :

"Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a pris connaissance de votre lettre relative au traitement de la campagne pour les élections régionales sur l'antenne de France 3 Ile-de-France.

S'agissant des listes que vous représentez, France 3 a fait savoir au Conseil qu'elles avaient fait l'objet de reportages dans les émissions régionales d'Ile-de-France, et qu'un accès à l'antenne vous avait donc été réservé, sachant que la recommandation du Conseil adressée aux diffuseurs préconise une équité de traitement."

Si certains d'entre-vous ont cru apercevoir un reportage concernant nos listes, prière de le faire savoir. Merci d'avance. Mais... peut-être ces reportages seront-ils diffusés dans quelques mois... pour justifier une "équité de traitement"... ?

Ballade des sans-papiers

La détresse dans le regard
des hommes meurtris et humiliés
éclabousse les jours paisibles

Seul le vent parfois
chasse les jours maudits
ceux qui isolent ces hommes
vêtus de nacre et de coton
dans leurs foyers de béton

Le soleil lumineux géant
innocente les justes
qui feront un jour le procès
de notre monde aveugle

Eliane Biedermann
le 03-03-98

Merci à tous les camarades qui ont participé au financement de la campagne et l'ont rendu possible.

Il est important aujourd'hui qu'un bulletin de liaison comme "Rassembler à Gauche" continue à exister et à s'étendre, en particulier avec une organisation nationale. "Rassembler à Gauche" continue, participe financièrement, nous n'avons pas de sponsor !